



**Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République française, et de M. Romano PRODI, Président du conseil des ministres italien, à l'issue des XXVèmes consultations franco-italiennes**

Lucques – Italie, le vendredi 24 novembre 2006

Mesdames et Messieurs, je voudrais tout d'abord saluer les journalistes Italiens, les journalistes Français, les autres journalistes présents pour ce point de presse, et dire toute ma gratitude, tous mes remerciements, à mon ami Romano PRODI, Président du Conseil italien pour l'organisation très remarquable de ce vingt-cinquième Sommet franco-italien. Comme il l'a souhaité, ce sommet s'est tenu dans cette magnifique ville de Lucca, qui est un témoignage, un symbole historique des relations de confiance, d'amitié, d'estime entre l'Italie et la France. C'était évidemment une bonne idée. Nous sommes très heureux d'être ici.

Chacun connaît l'engagement européen de M. PRODI. Sa volonté de replacer l'Italie au cœur d'une nouvelle ambition européenne. C'est également le souhait de la France. Nous nous rejoignons totalement dans cette vision des choses. Dans cet esprit, nous avons discuté, d'abord, du renforcement de la relation franco-italienne qui est, je le répète, l'un des axes structurants de l'Europe d'aujourd'hui. Nous avons discuté de la relance de l'Union européenne, dans la perspective du cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Nous avons discuté aussi de l'affirmation de l'Europe sur la scène internationale, et notamment des problèmes du Proche-Orient.

Je voudrais dire que les liens économiques, culturels et humains entre la France et l'Italie sont d'une densité exceptionnelle. Notre sommet a permis un certain nombre de progrès sur le plan bilatéral : d'abord, la création d'un Conseil franco-italien de Défense et de Sécurité. Nous en avons un avec l'Allemagne ; nous en avons un depuis la semaine dernière avec l'Espagne ; et depuis aujourd'hui, avec l'Italie. C'est une étape importante pour l'Europe de la Défense. C'est aussi la reconnaissance de l'importance capitale et primordiale de notre coopération stratégique avec l'Italie qui est désormais notre premier partenaire pour les opérations extérieures, qu'ils s'agissent des opérations en Afghanistan, au Liban, dans les Balkans, mais aussi dans le domaine de l'armement. Je pense en particulier au programme des frégates.

Par ailleurs, nous avons évoqué les liaisons alpines, avec la signature d'une série d'accords concernant les tunnels du Mont-Blanc, de Tende, de Fréjus. Nous avons également confirmé notre volonté d'avancer sur le problème de la liaison « Lyon-Turin », sur laquelle des consultations internes sont actuellement engagées en Italie.

En matière de recherche et d'innovation, nous avons signé un accord très important comme l'a dit le Président PRODI, dans le domaine spatial. Nous avons abordé notre

coopération dans le domaine des pôles de compétitivité, des relations entre les pôles de compétitivité français et les districts technologiques italiens. Dans cet esprit, après le Président PRODI, je me félicite de la nomination de M. PISTORIO, industriel italien de renommée internationale, qui est aussi vice-président pour l'Agence française pour l'innovation industrielle. Il devient maintenant le co-président du Forum franco-italien de la société civile. Il partagera cette co-présidence avec M. Bruno RACINE.

Nous avons enfin évoqué les problèmes de l'énergie avec la confirmation du souhait de l'Italie de renforcer notre partenariat énergétique. Ceci, naturellement, dans le cadre d'alliances européennes, c'est-à-dire amicales.

L'Union européenne a également été au cœur de nos discussions, avec la préparation du Conseil européen de Bruxelles, et avant le début de la Présidence allemande au 1er janvier prochain. Nous avons bien entendu évoqué l'avenir institutionnel de l'Union au moment où l'Europe s'apprête à célébrer le cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Nous avons aussi évoqué les problèmes de l'élargissement. En étant, d'ailleurs, tout à fait d'accord sur l'esprit que nous devons mettre dans cette procédure. L'élargissement qui sera, vous le savez, à l'ordre du jour du prochain Conseil européen et sur lequel la France et l'Italie ont une approche commune.

Nous avons également abordé les problèmes liés à l'immigration illégale. Ce sera l'un des enjeux du Conseil européen de décembre.

Nous avons pu, enfin, réaffirmer l'importance du partenariat entre les deux rives de la Méditerranée. Et puis, je le dis plus brièvement car je n'ai rien à ajouter à ce qu'a dit le Président PRODI dans ce domaine, nous avons évoqué les sujets d'actualité internationale, en particulier, ceux du proche Orient. Nous avons évoqué l'horreur que nous a inspiré l'assassinat, au Liban, de Pierre GEMAYEL. Nous avons renouvelé, comme l'a dit Monsieur PRODI, notre soutien au gouvernement libanais dont nous souhaitons la stabilité. La dégradation dramatique de la situation dans cette région appelle une initiative forte de l'Europe. Après un premier entretien entre le Président ZAPATERO, le Président PRODI et moi-même, nous avons décidé une initiative élargie, bien entendu, à nos partenaires allemands et anglais qui sera l'objet d'une proposition au Conseil européen.

Nous avons aussi évoqué l'Iran, l'Afghanistan, l'Irak. Sur tous ces points, nous avons constaté une approche commune et un jugement commun. Je suis heureux de confirmer, dans ce domaine, ce qu'a dit, dans son propos introductif, le Président PRODI. Il en va de même pour tout ce qui touche à la Palestine et à la Turquie.